

## Plaidoyer de l'URIOPSS Ile-de-France

Vous avez bien voulu me transmettre vos propositions pour les prochaines échéances électorales qui conduiront à renouvellement les élus de la Région Ile-de-France. Je souhaite d'abord vous remercier vivement pour votre mobilisation et votre participation au débat public, qui plus est sur ces sujets des acteurs privés non-lucratifs des secteurs sanitaires, social et médico-social.

Pendant ces six dernières années, nous avons soutenu l'économie sociale et solidaire à des niveaux sans précédent, sous l'impulsion de notre déléguée spéciale à l'ESS Sylvie Mariaud et de notre vice-présidente au développement économique Alexandra Dublanche. Concrètement, le budget de la Région dédié à l'économie sociale et solidaire a augmenté de façon très significative durant mon mandat : +70%. L'emploi dans ces structures a d'ailleurs augmenté ces trois dernières années, ce qui fait de ce secteur un acteur incontournable de la relance. Nous avons également voulu mettre fin à la séparation artificielle entre les entreprises du secteur marchand et celles de l'économie sociale et solidaire en aidant des dizaines d'entreprises de ce secteur à grandir, se développer et devenir autonomes. Aujourd'hui, plus de 12% de nos aides Up profitent aux structures de l'ESS et la Seine-Saint-Denis est d'ailleurs le premier territoire bénéficiaire de ces aides. Enfin, nous avons voulu sensibiliser les entreprises aux enjeux sociaux et environnementaux : nous avons créé des clubs pour que les dirigeants échangent et cultivent les bonnes pratiques qui permettent aux entreprises de prendre leur part dans la mise en œuvre d'une production plus respectueuse de l'environnement et à l'intégration de publics qui sont éloignés de l'emploi - plus de 150 000 heures de travaux et de prestations ont été réalisées par des Franciliens en insertion sur ces marchés

Les acteurs que vous représentez sont d'une importance capitale dans la période que nous connaissons car elle nous a rappelé le besoin impérieux de structures sanitaires et sociales pour répondre aux besoins de la population. Je tiens donc à vous remercier, ainsi que l'ensemble des personnels de vos établissements, pour leur dévouement sans limite.

Comme vous le savez, j'ai pu me mobiliser de toute mes forces ces derniers mois pour aider les acteurs de la santé et du social. Dès le début de la crise sanitaire, j'ai mobilisé des moyens financiers et humains pour accompagner les structures et les personnels soignants. Avant les négociations menées par l'Etat pour la revalorisation salariale des personnels soignants, j'ai versé des primes aux élèves-infirmiers et aides-soignants qui sont venus en renfort dans les établissements de santé.

Je m'engage aujourd'hui résolument à vos côtés et souhaite que la Région soit un acteur majeur pour vous accompagner afin que les franciliens bénéficient des services sanitaires et sociaux dont ils ont besoin, notamment les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Si je suis reconduite à la tête de la Région, ces services seront l'une de mes priorités, priorité à laquelle je souhaite associer, comme vous le proposez les acteurs qui la mettront en œuvre.

Je souhaite que les professionnels de vos secteurs soient plus nombreux et mieux formés. Aujourd'hui, certaines professions ne sont pas suffisamment valorisées et attractives. Je mettrai les moyens nécessaires pour former davantage de personnes dans les métiers du

sanitaire et social, et notamment davantage d'aides-soignants et d'infirmiers. Près de 3 000 places supplémentaires d'infirmiers seront d'ailleurs ouvertes et financées dans les deux prochaines années. De plus, alors que 350 000 formations ont déjà été créées sur la durée du mandat en ciblant une dizaine de secteurs « en tension », dont fait partie le secteur sanitaire et social, je souhaite poursuivre cet effort en mettant en place 200 000 formations supplémentaires dans ces métiers en tension, directement disponibles sur l'application de la Région Oriane FormPro et sans passer par Pôle Emploi. Depuis septembre 2020, la région verse 1000 euros aux stagiaires qui se forment dans ces métiers en tension. Ce montant est porté à 2 000 euros pour les demandeurs d'emploi en situation de handicap.

Je suis convaincue que ces métiers constituent des opportunités majeures pour de nombreux franciliens qui cherchent leur voie professionnelle. Je souhaite également que ces métiers soient plus riches et plus polyvalents. Des liens doivent être créés pour que les accompagnants disposent de compétences plus vastes et pointues. Pour ces sujets de formations, je souscris à votre proposition d'organiser avec les acteurs de la formation des assises des métiers de la solidarité et de la santé.

Comme vous le soulignez, les Jeux olympiques et paralympiques sont une formidable opportunité d'intégration pour les Franciliens. Je souhaite que les personnes en situation de handicap aient une place privilégiée dans la préparation de cet événement. Nous mettons particulièrement l'accent sur l'accompagnement des acteurs du tourisme afin qu'ils développent une offre accessible aux personnes en situation de handicap. Le Comité régional du tourisme (CRT) est le bras armé de la Région pour mener cette politique. Plusieurs actions ont été menées telles que la signature d'un partenariat entre l'Association Tourisme et Handicaps et le CRT ou l'organisation de sessions de formation des professionnels du tourisme à l'accessibilité.

Pour le prochain mandat, notre ambition continuera de s'articuler autour d'un principe fort : la politique en faveur des personnes en situation de handicap doit continuer d'irriguer toutes les politiques régionales, et d'une méthode : agir aux interstices de la solidarité, là où les politiques classiques et habituelles n'interviennent pas ou peu. Le soutien de vos établissements sera primordial pour atteindre cet objectif.

Nous poursuivrons nos efforts en faveur de l'accessibilité des transports. Pour cela je m'engage à ce que, pour tout euro dépensé par les collectivités, un euro soit investi par la Région dans les projets de mise en accessibilité des transports en commun. Nous accélérerons notamment avec la première mise en accessibilité totale d'une ligne de métro. Le réseau PAM (« Pour Aider à la Mobilité »), réseau régional de transports spécialisés, sera régionalisé pour une amélioration de la qualité du service. Pour les personnes en situation de handicap, je m'engage également à mettre en place un tarif unique de 2€ lors de trajets de moins de 15 kilomètres. D'autres initiatives viendront nourrir notre projet telles que le financement d'aires de jeux inclusives pour les communes ou l'apprentissage de la langue des signes sur notre outil QIOZ. Enfin, nous ferons de l'autisme une grande cause régionale et nous nous focaliserons sur la scolarisation, l'accompagnement vers l'emploi et le logement. La Région peut avoir un effet d'entraînement majeur, que je souhaite activer.

Je suis également consciente de la nécessité d'agir pour que le statut des aidants soit mieux pris en compte. Alors que la Région s'est déjà dotée d'un *Fonds régional de solidarité* et d'aide aux familles qui soutient des projets associatifs en faveur des aidants, nous poursuivrons cet accompagnement en permettant aux aidants familiaux de se ressourcer : des séjours de répit seront offerts sur les 12 îles de loisirs de la Région et nous créerons des maisons pour l'accueil ponctuel des personnes en situation de handicap.

Je souhaite également renforcer notre soutien pour accompagner les jeunes dans l'emploi. Nous le ferons avec le Revenu jeunes actifs (RJA) que j'ai mis en place à la Région pour qu'il concerne davantage de personnes. Avec ce RJA, je souhaite aider financièrement les jeunes qui se forment vers les métiers qui recrutent et d'avenir, comme le sont ceux de vos secteurs. Nous voulons également favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des personnes en situation de handicap. Nous proposons ainsi de créer une « station H » au siège de la Région à Saint-Ouen. Ce sera un formidable lieu de télétravail adapté aux personnes en situation de handicap et un incubateur de startups travaillant dans le domaine du handicap et de l'accessibilité universelle. Animer cet écosystème nous permettra de favoriser les innovations.

Vous le voyez, je suis prête à m'investir encore davantage pour que les acteurs privés non-lucratifs du secteur sanitaire et social soient encore davantage armés et accompagnés par la Région et pour les franciliens.